

nifeste qu'il entraîne finalement, au-delà de l'objet qui est visé, le discrédit sur nos propres institutions.

Le peuple ne comprend pas que des décisions claires et nettes, prises il y a quelques mois à propos d'une initiative qui allait d'ailleurs un peu moins loin que celle-ci, puissent être froidement remises en cause parce qu'on a simplement récolté, c'est si facile, le nombre de signatures dont on avait besoin. C'est un abus démocratique, et la démocratie pourrait bien mourir un jour étouffée de ses propres excès lorsqu'on en fait un usage aussi provocant que l'usage qui en est fait ici.

Or, cet abus démocratique comporte encore un autre risque, un risque majeur: celui de créer une incertitude permanente dans ce domaine comme dans d'autres domaines, là où précisément on a besoin d'un minimum de stabilité et surtout de continuité. Si, au gré d'initiatives fantaisistes et abusives, les mêmes questions sont constamment posées au peuple, avec cette part d'incertitude liée à un scrutin populaire – vous savez bien qu'il y en a un le 6 décembre, – avec cette remise en question constante, vous ne créez pas les conditions indispensables à la recherche, tant à la recherche fondamentale qu'à la recherche appliquée. Elles ont l'une et l'autre tout particulièrement besoin d'une sécurité et d'une continuité bien établie afin de développer les effets positifs qu'on en attend. Il n'y a pas de politique de recherche à la petite semaine.

Eh bien! cette initiative nous condamne, ici en Suisse, à la petite semaine et s'il y a moins d'appétence chez les jeunes universitaires aujourd'hui, me dit-on, pour se consacrer à la recherche, c'est parce que les incertitudes et parfois le découragement s'emparent de ces milieux, on le dit aussi bien dans le milieu universitaire proprement dit que dans le milieu industriel de la recherche appliquée. Avec cela on aura réussi l'exploit, pour ne rien gagner du tout sur le terrain de la protection des animaux, d'anémier un secteur qui est vital, dans les deux sens du terme, vital parce qu'il permet de faire reculer la mort, et ça n'est pas tout à fait secondaire, et vital parce qu'il anime des activités scientifiques et des activités économiques qui ont non seulement leur place, mais leur nécessité dans notre milieu.

Cette initiative est perverse, le comité d'initiative joue et abuse de la démocratie. Nous vous demandons de la repousser, comme l'a fait la commission de votre conseil, à l'unanimité.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par articles*

#### **Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

37 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

92.059

## **Tierschutz. Uebereinkommen**

### **Protection des animaux. Conventions**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Juni 1992 (BBI V 1003)  
Message et projet d'arrêté du 24 juin 1992 (FF V 953)

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Proposition de la commission*

Entrer en matière

**M. Salvioni**, rapporteur: Le Conseil de l'Europe s'est occupé à plusieurs reprises, dans les vingt dernières années, des problèmes relatifs à la protection des animaux. Dans le passé, la Suisse a déjà ratifié deux de ces conventions. Aujourd'hui, le Conseil fédéral nous soumet trois nouvelles conventions: la première s'occupe de l'abattage des animaux. Nous savons que, dans les abattoirs, on procède parfois de façon un peu rude, le Conseil fédéral l'a d'ailleurs relevé. Cette convention prescrit que les animaux doivent être traités de manière correcte et avec le plus grand soin avant d'être conduits à l'abattoir, afin de leur éviter des souffrances inutiles. Nous pouvons nous rallier à cette idée, d'autant plus que la nouvelle loi sur la protection des animaux et l'ordonnance sur le contrôle de la viande couvrent amplement ce secteur. Il faudra procéder à de petits ajustements sans importance. Le Conseil fédéral a déclaré qu'il a l'intention d'intervenir également concernant le problème du transport des animaux, tant de ceux destinés à l'abattage que des autres. Cette assurance nous permet d'accepter cette convention qui est reprise en grande partie dans la loi sur la protection des animaux.

La deuxième convention touche la protection des animaux destinés aux expérimentations. A ce titre, il faut souligner qu'après la révision de la loi sur la protection des animaux nous n'aurons pas besoin, si nous acceptons cette convention, d'effectuer des modifications dans la législation actuelle, car la loi sur la protection des animaux couvre plus que le cent pour cent de cette convention.

La troisième convention concerne la protection des animaux de compagnie et la diminution des animaux errants. Pour les animaux de compagnie, deux problèmes se posent. La convention prévoit qu'il faut être âgé de 16 ans au minimum pour pouvoir posséder un animal. On pourrait donner ce droit à un jeune d'un âge inférieur, mais l'on sait combien les enfants sont volages dans leurs désirs. On courrait le risque de faire augmenter le nombre des animaux errants qui auraient été abandonnés par leurs jeunes propriétaires. De toute façon, chaque enfant aura la possibilité de posséder un animal de compagnie, si vraiment il le désire, par l'entremise de ses parents. Il s'agit donc d'une modification qui peut être acceptée. Le deuxième problème qui se pose est celui de la coupe des oreilles et de la queue des chiens de race. L'interdiction introduite dans la législation suisse de couper les oreilles a souvent été transgressée, l'intervention se faisant à l'étranger. Par conséquent, le Conseil fédéral a dû interdire l'importation des chiens avec les oreilles coupées. L'interdiction de couper la queue est une suite logique du principe selon lequel il ne faut pas mutiler les animaux. Certaines nations ont formulé une réserve à ce sujet. Après avoir procédé à une consultation, le Conseil fédéral a décidé de maintenir cette interdiction. Cependant, l'Association des éleveurs de chiens a formulé une opposition, en soutenant qu'il s'agissait d'une nouvelle intervention étatique inutile. Les spécialistes affirment qu'il est plus facile et plus hygiénique d'entretenir des chiens à la queue coupée. En ce qui concerne les animaux de basse-cour, il faudra probablement s'occuper prochainement des interdictions touchant les porcs et les brebis.

De toute façon, votre commission vous propose de vous rallier au Conseil fédéral et d'accepter cette convention.

**Danioth:** Zuerst eine kurze Replik zum Votum von Frau Simmen in bezug auf den berühmten Ziegenbock: Der Ziegenbock, den die Urner dem Teufel über den Stiebenden Steg schickten, war nicht das erste Opfer eines Tierversuchs, und zwar aus dem einfachen Grund: Es war ein Urschner Ziegenbock, und dieser Ziegenbock behielt selbstverständlich auch dem Teufel gegenüber die Oberhand. (*Heiterkeit*)

Ich möchte bei diesem Geschäft aber doch die Stimme erheben zugunsten der stummen und oft vom Menschen misshandelten Kreatur, wie sie der Kommissionssprecher bereits erwähnt hat. In der oft stark emotionalisierten Auseinandersetzung um neue und immer radikalere Initiativen gegen Tierversuche gehen diese drei Uebereinkommen des Europarates über den Schutz von Schlachttieren, zum Schutz der für Versuche und andere wissenschaftliche Zwecke verwendeten Wirbeltiere sowie – vor allem – zum Schutz von Heimtieren etwas unter.

Nachdem die Schweizer zunehmend ein Volk von Heimtierbesitzern sind, würde es sich empfehlen, dass jeder Mann und jede Frau die Grundsätze für die Haltung von Heimtieren – wie sie in Kapitel II des entsprechenden Europaratsabkommens enthalten sind – einmal durchlesen und beherzigen würden. Zum Beispiel würde ihm oder ihr bewusst werden, dass jemand, der ein Heimtier hält oder sich bereit erklärt, eines zu betreuen, für dessen Gesundheit und Wohlbefinden verantwortlich ist. Hierzu gehört auch das Verbot des Aussetzens von Heimtieren. Dies ist ein trübes Kapitel.

Ich hatte kürzlich Gelegenheit, im Sottoceneri ein Tierheim zu besuchen und mit der von ebenso grossem Idealismus wie Engagement getragenen Heimleiterin zu sprechen, aber auch die verschiedenen Abteilungen und Räume zu besichtigen. Es ist für einen Tierliebhaber oft erschütternd, wenn man feststellt, wie immer mehr Leute aus einer Laune heraus oder weil sie für längere Zeit verreisen Heimtiere, vor allem Hunde und Katzen, einfach aussetzen und damit ihrem Schicksal überlassen. Oft werden Heimtiere ebenso rasch wieder aufgegeben, wie man sich zu deren «Anschaffung» entschliesst. Man betrachtet die Tiere nach wie vor als Ware.

Ich begrüsse sehr, dass Vorschläge im Raum stehen, Tiere seien inskünftig im Zivilrecht nicht mehr als blosser Sache zu behandeln. Zu verweisen ist auch auf die Tatsache, dass das Aussetzen von Tieren schon heute gemäss Tierschutzgesetz verboten ist. Vielleicht würde ein grundsätzlicher Richterbeschluss, einen krassen Tatbestand des Aussetzens als Tierquälerei zu qualifizieren, etwas zum Aufsehen mahnen.

Schliesslich möchte ich auch auf die grosse und uneigennützigste Arbeit der Tierschutzorganisationen im ganzen Land und vor allem der Leiter und Betreuer von Tierheimen hinweisen: Sie arbeiten alle fast ausschliesslich auf der Grundlage der Mitgliederbeiträge und von Spenden der Idealisten – dies, obwohl sie eine öffentliche Funktion erfüllen und beispielsweise mit der prinzipiellen Entgegennahme aller entlaufenen, ausgesetzten oder vom Verkehr verletzten Tiere eine öffentliche, seuchenpolizeiliche wie tierpflegerische wertvolle Leistung erbringen. Wäre es nicht angezeigt, dass die betroffenen Kantone derartige Institutionen vermehrt unterstützen?

Persönlich begrüsse ich dieses Abkommen, das die schweizerische Tierschutzgesetzgebung in wertvoller Weise ergänzt und verstärkt, sehr.

**Rhyner:** Ich frage den Bundesrat an, ob auch von der Schweiz gemäss Artikel 21 ein Vorbehalt zu Artikel 10 vorgesehen wird, so, wie ihn andere Länder, die dieses Uebereinkommen unterzeichnet und bereits aufgenommen haben, kennen. Das Uebereinkommen sieht in Artikel 10 Absatz 1 vor, chirurgische Eingriffe, die nicht zur Heilung von Heimtieren dienen, zu verbieten. Dabei wird auch das Kupieren der Hunderuten miteingeschlossen.

Im Artikel 21 ist aber ausdrücklich festgehalten, dass Staaten, die dieses Uebereinkommen unterzeichnen, gegen die einzelnen, im Artikel 10 aufgeführten Verbote bestimmter Eingriffe Vorbehalte machen können. Von den sechs Ländern, die das Uebereinkommen bisher ratifiziert haben, sind von Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, Dänemark, Finnland und Portugal entsprechende Vorbehalte angemeldet worden. Dies

wohl in Kenntnis, dass ein diesbezüglicher chirurgischer Eingriff in den ersten zwei Lebenstagen, wo das Schmerzempfinden fast noch nicht vorhanden ist, nicht – wie in der Botschaft vermerkt – aus kosmetischen Gründen erfolgt, sondern vor allem, um die betroffenen Tiere vor ernstlichen und immer wieder auftretenden langwierigen Verletzungen zu bewahren. Diese Eingriffe werden übrigens durch Tierärzte oder erfahrene Züchter vorgenommen.

Die Verletzungen an unkupierten Ruten entstehen vorwiegend bei Erregung des Tieres, bei passionierter Arbeit im Gelände, auf der Jagd. Sie sind Verursacher von entsprechenden Verletzungen. Auch Mauern, Möbel, Bäume, Gräser, Dorne, Schilf, Steine usw. sind Erzeuger nachhaltiger Verletzungen bei Hunden, deren Haarkleid an der Rute nicht ausgeprägt oder überhaupt nicht vorhanden ist. Solche dauererkrankten Tiere mit ihren Blessuren haben beispielsweise nicht die besten Voraussetzungen für den Umgang mit Kindern im Familienverband. Das Erscheinungsbild der Hunderassen ist direkt abhängig vom Verwendungszweck ihrer ursprünglichen Züchtung und demzufolge im Rassenstandard vermerkt. Es ist auch ein wichtiges Element für die Züchtung gesunder Hunde.

Entscheide von dieser für unsere Haustiere grossen Tragweite sollten in Kenntnis der Sache, nicht nur aus oberflächlichen Motiven heraus gefällt werden. Ein kleiner, fast schmerzloser Eingriff, der das Tier vor jahrelanger Unannehmlichkeit bewahrt, ist sicher im gegebenen Fall zu befürworten.

Ich ersuche deshalb den Bundesrat, einen entsprechenden Vorbehalt betreffend Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a gemäss Artikel 21 anzubringen.

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** Je remercie les intervenants de l'appui général qu'ils apportent à la ratification par la Suisse de ces trois conventions – nées du Conseil de l'Europe – de 1979, 1986 et 1987 visant toutes à la protection des animaux. Je sais gré à ceux d'entre vous qui ont souligné le travail intéressant et nécessaire qu'accomplissent les organisations de protection des animaux dans notre pays. Il y a là des volontés et des déterminations à diminuer ce que j'appellerai les divergences entre l'homme et les animaux et à les remplacer par des convergences de plus en plus nombreuses par lesquelles une société humaine s'honore en apportant à ses frères dits inférieurs l'attention et la sensibilité de traitement qu'ils méritent.

En ce qui concerne plus particulièrement la convention de 1987 pour la protection des animaux de compagnie – puisque, comme le disait M. Salvioni, on ne parle plus d'animaux domestiques, ça fait un peu trop vieux serviteur, – je dirai à M. Rhyner que cette convention vise à interdire des interventions chirurgicales destinées à modifier l'apparence des animaux de compagnie. Il est bien clair que cette convention n'interdit nullement les interventions chirurgicales qui ont réellement un but et un contenu thérapeutique, il ne s'agit que d'interdire les interventions chirurgicales à but dit esthétique. On pense, au niveau du Conseil de l'Europe, que l'interdiction de la coupe de la queue et des oreilles, que l'ablation des cordes vocales ou des griffes ou encore des dents chez les animaux, mérite d'être rigoureusement appliquée. Elle est dans l'intérêt d'un bon traitement des animaux, des animaux de compagnie en particulier, dont on sait ce qu'ils représentent dans une société parfois cruelle et anonyme pour leur détenteur, cela est évident.

Et alors voyez-vous, Monsieur Rhyner, nous avons procédé, par l'Office vétérinaire fédéral, à une enquête afin que les deux facultés de médecine vétérinaire suisses, celle de Berne et celle de Zurich, donnent leur avis, mais que donnent leur avis également la Société des vétérinaires suisses, l'Association suisse pour la médecine vétérinaire des petits animaux, l'Association vétérinaire suisse pour la protection des animaux, ainsi que la Protection suisse des animaux. L'ensemble de ces organes a déclaré que cette interdiction de l'ablation de la queue devait entrer en vigueur en Suisse, d'autant plus que l'interdiction de l'ablation des oreilles des animaux de compagnie est entrée en vigueur il y a une dizaine d'années déjà et que rien ne justifie une différence de traitement.

Il n'y a que la Société cynologique suisse qui a affirmé que cette interdiction était disproportionnée, exagérée et qu'elle ne devait dès lors pas être retenue d'une manière absolue par la Suisse. La Société cynologique suisse, à l'appui de son refus, faisait remarquer que l'intervention est opérée sur des chiots de deux ou trois jours de vie, à un moment où leur système nerveux n'est pas encore totalement développé et où l'animal ressent moins la douleur que par la suite. A l'argument que la coupe de la queue ne cause presque pas de douleur, on peut opposer cependant qu'il s'agit, qu'on le veuille ou non, d'une intervention qui n'est faite que pour des raisons esthétiques et qui prive l'animal d'un moyen de communication. D'une manière générale, la tendance de la protection des animaux en Europe est de limiter les interventions chirurgicales également sur les animaux de rente. On a indiqué, dans les milieux vétérinaires suisses, Monsieur Rhyner, que les arguments que citait notamment la Société cynologique, selon quoi en réalité la santé des chiens se trouverait compromise ou plus difficile sans l'ablation de la queue, que toute une série de raisons plus fondamentales que les seules raisons esthétiques, en réalité ne résistaient pas à l'examen et que cette pratique était en substance et pour l'essentiel quasi exclusivement faite au nom de raisons esthétiques. C'est cet élément qui a enlevé la décision. L'unanimité des milieux consultés a donc conduit l'autorité à ne pas suivre les recommandations de la Société cynologique suisse et, dès lors, le Conseil fédéral n'entend pas faire usage de la clause d'exception prévue dans cette convention de 1987.

Ce sont ces raisons fondamentales qui nous conduisent à vous suggérer d'accepter cette convention dans tous ses éléments et dans toute son articulation.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Detailberatung – Discussion par articles*

#### **Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates*

#### **Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission  
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble  
Für Annahme des Entwurfes*

37 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

92.045

## **Internationale Arbeitskonferenz.**

### **78. Tagung**

### **Conférence internationale du Travail. 78e session**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 29. April 1992 (BBI III 741)  
Message et projet d'arrêté du 29 avril 1992 (FF III 737)

#### *Antrag der Kommission*

*Eintreten*

#### *Proposition de la commission*

*Entrer en matière*

**Seiler Bernhard, Berichterstatter:** Das vorliegende Uebereinkommen hat zum Ziel, die Arbeitsbedingungen, die Ausbildung und die beruflichen Perspektiven im Gastgewerbe zu verbessern. Es ist noch nicht in Kraft getreten. Als bisher einziges europäisches Land hat Finnland seine Ratifizierungsabsicht geäußert. Von seiten der EG-Länder sind noch keine Ratifizierungsabsichten geäußert worden. Es darf aber angenommen werden, dass unsere Nachbarn diesem Uebereinkommen Nr. 172 früher oder später ebenfalls beitreten werden.

Als Uebereinkommen hat es programmatischen Charakter. Der ratifizierende Staat hat damit grossen Handlungsspielraum für die Anwendung auf nationaler Ebene, sei dies durch die Gesetzgebung oder – wie primär bei uns in der Schweiz – durch sozialpartnerschaftliche Regelungen. Deshalb sieht das Uebereinkommen auch keine detaillierten Bestimmungen vor. Es gewährt den betroffenen Arbeitnehmern einen Anspruch auf angemessene Normalarbeitszeit, angemessene tägliche und wöchentliche Mindestruhezeit, einen entsprechenden Ausgleich in Form von Freizeit oder Lohn für Arbeit an Feiertagen, einen in regelmässigen Abständen ausbezahlten Grundlohn, welcher vom Trinkgeld unabhängig ist. Schliesslich lässt das Uebereinkommen auch die Möglichkeit offen, einerseits gewisse Kategorien von Betrieben oder Arbeitnehmern vom Geltungsbereich auszuschliessen und andererseits den Geltungsbereich auf verwandte Betriebe, die Dienstleistungen für den Fremdenverkehr erbringen, auszuweiten. Vor allem diese beiden Möglichkeiten erleichtern eine flexible Anwendung dieses Uebereinkommens.

Analysiert man die Bestimmungen im Lichte unserer schweizerischen Gesetzgebung, dann stellt man fest, dass unser positiv rechtliches System unter Einschluss der Praxis auf dem Gebiet der Gesamtarbeitsverträge den Anforderungen dieses Uebereinkommens genügt. In der Kommission ist deshalb mit Recht die Frage gestellt worden, wie sinnvoll es sei, ein Abkommen zu unterzeichnen, dessen Forderungen bei uns bereits durch entsprechende Gesetze und Gesamtarbeitsverträge erfüllt sind.

Die Kommission liess sich schliesslich von folgenden Argumenten überzeugen: Die Schweiz ist Gründungsmitglied der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO). Heute gehören ihr übrigens 153 Staaten an. Wir Schweizer haben seit der Gründung die Praxis verfolgt, immer dann, wenn Uebereinkommen beschlossen worden sind, deren Voraussetzungen wir erfüllen, rasch zu ratifizieren. In jenen Fällen, in denen wir die Voraussetzungen noch nicht erfüllt haben, ist die Ratifikation erst nach den entsprechenden Anpassungen vorgeschlagen worden. Im vorliegenden Fall ist keine gesetzliche Aenderung oder Anpassung notwendig; es werden sich für uns auch keine speziellen Probleme stellen.

Das wichtigste Argument aber, warum wir Schweizer dieses Abkommen ratifizieren sollten, ist, dass wir es aus Solidarität mittragen sollten. Dabei denken wir an die grosse Zahl von Ausländern, die bei uns in der Gastronomie angestellt sind. Schon sehr früh verbreitete sich der gute Ruf unserer Hotellerie in der ganzen Welt. Das ist Grund genug, uns auch dafür

## **Tierschutz. Uebereinkommen**

### **Protection des animaux. Conventions**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.059
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.12.1992 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1114-1116
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 235